

Au Rwanda, la vie infernale des opposants à Kagamé

Le président sortant est en passe d'être réélu, vendredi, pour un troisième mandat

KIGALI - envoyé spécial

Il reçoit dans des bureaux discrets, au 4^e étage d'un immeuble sans ascenseur situé près du marché populaire de Kimironko, à Kigali. Frank Habineza est « l'opposant » de Paul Kagamé, en lice pour une réélection sans surprise à la tête de l'Etat rwandais, lors de l'élection présidentielle du vendredi 4 août. « En matière de démocratie, je serais meilleur que lui », juge sans ciller le président du Parti démocratique vert (PDV), la seule formation d'opposition autorisée à participer au scrutin.

Contrairement au candidat indépendant Philippe Mpayimana - troisième et dernier candidat, cet ancien journaliste a quitté le Rwanda en 1994 avant d'y revenir en février -, Frank Habineza n'est pas un inconnu sur la scène politique. Transfuge en 2009 du Front patriotique rwandais (FPR), le parti au pouvoir, il a été investi au mois de mars par le PDV. En décembre 2015, ce « mouvement écolo, pacifique et démocratique » a été l'unique parti à s'opposer officiellement à la réforme de la Constitution, adoptée à une écrasante majorité par référendum, autorisant Paul Kagamé à se présenter pour un troisième mandat présidentiel.

La mission de M. Habineza est-elle impossible ? « C'est plus qu'un challenge, reconnaît-il. Mais s'il s'agissait d'une élection libre, nous aurions une chance de dépasser les 51 %. Il y a une volonté de changement dans ce pays. » Le candidat décrit sa campagne comme « difficile ». Un euphémisme. « *Beau-coup de gens dans l'establishment n'apprécient pas les critiques, raconte-t-il. Nous recevons des intimidations, des menaces.* »

La pression qui s'exerce sur sa formation, qui revendique « près de 300 000 membres », est aussi d'ordre pécuniaire. « *La loi sur le financement des partis stipule que l'on ne peut pas accepter d'argent de l'étranger, dit M. Habineza. Mais le Rwanda est pauvre, et pour nous, c'est compliqué. Un parti n'a pas le droit d'utiliser les ressources du gouvernement mais les autorités locales le font. Nous ne luttons*

pas à armes égales. »

C'est la première fois que le candidat d'une formation reconnue d'opposition se présente face à Paul Kagamé. Frank Habineza, 40 ans, n'avait pas pu prendre part

LE PROFIL

Paul Kagamé

A la tête du Front patriotique rwandais, Paul Kagamé a contribué à mettre fin au génocide qui a fait plus de 800 000 morts, en grande majorité tutsi, entre avril et juillet 1994. « The Boss », comme on l'appelle à Kigali, a été élu en 2003 et réélu en 2010, avec plus de 90 % des voix, dans ce pays enclavé de 11,5 millions d'habitants. L'influence de celui qui prendra les rênes de l'Union africaine en 2018 est considérable sur le continent. Au niveau économique, le bilan de M. Kagamé est flatteur : croissance de 7 %, population couverte à 91 % par l'assurance-maladie, politiques efficaces de lutte contre la corruption.

FRANK HABINEZA
candidat à la présidentielle

à la présidentielle de 2010, ni obtenir l'autorisation nécessaire pour organiser des meetings, dont l'un fut dispersé par la police. La tension était alors très forte. Quelques semaines avant le scrutin, André Kagwa Rwisereka, vice-président du PDV, avait été décapité, un meurtre jamais élucidé. Sept ans plus tard, M. Habineza espérait mi-juin « qu'il n'y aurait pas de mort ». Certains candidats n'ont pas reçu l'autorisation de la Commission électorale de participer au scrutin. Parmi eux, Diane Shima Rwigara, fille d'un financier du FPR mort dans des circonstances troubles, a vu des photos d'elle nue publiées sur les réseaux sociaux, juste après avoir esquissé sa candidature.

« Attaques et restrictions »

Dans un rapport publié au mois de juillet, Amnesty International exhortait l'Etat rwandais à prévenir le harcèlement visant les candidats de l'opposition. « *Il est difficile*

pour les Rwandais de critiquer ouvertement les politiques gouvernementales et certains le paient de leur vie, constate ainsi cette enquête. Dans cette atmosphère glaçante, les défenseurs indépendants des droits humains sont la cible d'attaques et de restrictions. »

Parmi les cas cités, figure l'assassinat, en mai, de Jean Damascene Habarugira, un membre du parti (non reconnu) des Forces démocratiques unifiées (FDU), présidé par l'opposante emprisonnée Victoire Ingabire. Cette dernière a été condamnée en 2010 à quinze ans de détention pour « minimisation du génocide ». Et en 2016, Illuminée Iragena, également membre du FDU, a disparu. La Constitution amendée fin 2015 permet potentiellement au président de diriger le pays jusqu'en 2034. Mais Paul Kagamé, 59 ans, a déclaré que ce mandat de cinq ans serait probablement son dernier. En campagne, ses adversaires doivent disposer d'un sérieux argumentaire pour contrer son bilan, en dépit des attaques dont ils font l'objet.

« *Paul Kagamé est un personnage unique qui a rencontré des circonstances exceptionnelles, explique Assumpta Mugiraneza, historienne et sociologue. Il a libéré ce pays et n'a donc pas d'égal.* » D'après elle, « *il faut du courage pour le défier mais ceux qui se disent aujourd'hui contre lui n'ont aucun programme ; et derrière ceux qui le haïssent, il y a parfois une haine cachée contre les Tutsi. Kagamé offre aux Rwandais un confort. La société devrait profiter de ce confort pour lancer un vaste débat et savoir quel Rwanda elle veut quand le chef ne sera plus là.* »

En attendant, les opposants les plus déterminés vivent à l'étranger, comme les membres du Congrès National rwandais (RNC). Mais cet exil n'a parfois rien de protecteur. L'ancien chef des services de renseignements, Patrick Karegeya, a été retrouvé étranglé dans une chambre d'hôtel d'Afrique du Sud en 2014 et le général Kayumba Nyamwasa, ancien patron de l'armée, a échappé à plusieurs tentatives d'élimination. ■

PIERRE LEPIDI